



Où va le périurbain : clubbisation ou dynamiques sociales différenciées ?

Violaine Girard

Recensé : Charmes, Éric. 2011. *La Ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris : Presses universitaires de France.

Dans La ville émiettée, Éric Charmes décrit la tendance à la « clubbisation » des communes périurbaines, de plus en plus engagées dans une politique exclusiviste visant à sélectionner socialement les habitants. S'il soulève de nombreux enjeux, l'ouvrage néglige cependant la diversité des dynamiques sociales et politiques des espaces périurbains.

En cours depuis les années 1970, le mouvement d'urbanisation des périphéries des agglomérations, succédant à l'exode rural de l'après-guerre, a contribué à transformer le paysage urbain français. L'essor des espaces périurbains, tant en nombre de communes que d'habitants, constitue ainsi, depuis plusieurs décennies, une source de préoccupations pour de nombreux experts, urbanistes et aménageurs, en lien avec la montée des politiques environnementales. Ce sont ces dynamiques de périurbanisation qu'Éric Charmes s'attache à caractériser comme un processus d'émiettement urbain, partant du constat que la très grande majorité des communes périurbaines, par delà leur hétérogénéité, refusent de s'engager dans des politiques de densification urbaine. Au contraire, celles-ci mettent le plus souvent en œuvre, à l'issue d'une phase initiale de croissance, des modalités de limitation et de contrôle de l'urbanisation, avec pour but la préservation du cadre de vie et pour effet le maintien des processus de sélection sociale des ménages.

La clubbisation, signe d'un rapport consumériste à l'espace résidentiel

Dans cet essai, l'auteur propose ainsi d'analyser les réponses apportées par les communes à ce qu'il désigne comme « la demande d'exclusivisme résidentiel des périurbains » (Charmes 2011, p. 45). Il propose pour cela une grille de lecture axée sur l'opposition entre rapport politique et rapport consumériste à l'environnement résidentiel, inspirée d'un modèle économique rendant compte du fonctionnement des municipalités suburbaines étasuniennes. Dans les communes périurbaines résidentielles, les résidents chercheraient ainsi davantage « à consommer des services et à jouir de certaines aménités » qu'à développer des formes d'appartenance politique à leur commune de résidence. La clubbisation désigne alors le processus de « sortie de certaines communes de la sphère politique pour entrer dans la sphère marchande » (p. 89), ces communes devenant alors des clubs de consommateurs plus que des communautés politiques locales.

Cette grille de lecture permet à l'auteur de rendre compte des principales tensions à l'œuvre dans les modalités de gestion des communes périurbaines, entre d'une part des politiques exclusivistes, liées au consumérisme des résidents (sélection sociale des nouveaux arrivants opérée par le biais d'outils urbanistiques, ou encore contrôle du recrutement des établissements scolaires), et d'autre part le maintien, dans certains cas, de logiques opposées (engagement dans des programmes de

logements sociaux pour accueillir de jeunes ménages et assurer le maintien ou le développement des équipements collectifs, notamment scolaires).

L'ouvrage discute ensuite du cadre institutionnel dans lequel s'inscrit cette tendance à la clubbisation. À la fragmentation communale qui caractérise les territoires périurbains français, s'ajoute le fait que les maires disposent d'importants pouvoirs d'urbanisme, permettant la mise en place des politiques exclusivistes. Plus, le développement des structures intercommunales a conduit à l'institutionnalisation des territoires périurbains au sein de communautés de communes et d'agglomération, constituées sur les bases d'un associationnisme sélectif et de façon défensive à l'égard des grandes communautés urbaines, ce qui renforce à mains égards les logiques de clubbisation. L'auteur nuance toutefois la thèse de l'ingouvernabilité des métropoles, constatant l'engagement croissant des maires qui sont à la tête de structures intercommunales dans des procédures de contractualisation avec le département ou la région, ainsi que dans des démarches de coopération en matière de planification territoriale.

Au-delà de l'exclusivisme, quelles dynamiques sociales ?

Cet essai vise donc à dresser une synthèse des évolutions urbaines en cours au sein des communes périurbaines, en lien avec les enjeux institutionnels au sein desquels ces structures politiques locales s'inscrivent. Son intérêt majeur réside dans l'analyse des outils et dispositifs de gestion des espaces périurbains, et des usages exclusivistes qui en sont fait (règlements d'urbanisme tels que le minimum parcellaire, qui impose une superficie minimale aux parcelles accueillant de nouveaux pavillons et augmente ainsi les coûts d'accession et d'installation, mais aussi carte scolaire, intercommunalité et planification). On peut cependant regretter que cette synthèse, qui s'appuie sur une grille de lecture structurée par l'opposition idéal typique entre consumérisme et appartenance à une communauté politique, n'accorde qu'une faible attention à la caractérisation sociologique des acteurs sociaux, qui sont pourtant les porteurs des dynamiques de la périurbanisation.

Du côté des ménages tout d'abord, une telle approche fait de la marchandisation du rapport à l'espace résidentiel un postulat plus qu'elle ne s'attache à en exposer empiriquement les manifestations (mobilisations collectives, attitudes politiques des ménages, etc.) ou à en cerner les déterminants sociaux et conditions de possibilité (trajectoires résidentielles, mobilités sociales, mobilisations locales, etc.). Les rares extraits d'entretien mobilisés dans l'ouvrage apparaissant en effet désincarnés, ce qui conduit parfois l'auteur à uniformiser les attitudes attribuées aux ménages périurbains. De même, le développement d'un exclusivisme résidentiel, qui selon Éric Charmes renvoie à des logiques similaires à celles qui président à la construction des *gated communities* (espaces résidentiels fermés, dont le nombre reste très limité en France), est présenté comme un constat, sans qu'on puisse en cerner précisément la portée à partir de matériaux empiriques (on aimerait, par exemple, en savoir plus sur le « syndrome du dernier arrivé » qui désignerait le refus, de la part de ménages récemment installés dans le périurbain, de voir leur lieu de résidence continuer à s'urbaniser). Ne devrait-on pas au contraire s'attacher à interroger l'ampleur d'un tel mouvement, sachant que les espaces périurbains restent, comme l'ont montré certains travaux (Préteceille 2006), des espaces de mixité où se côtoient diverses classes sociales ou fractions de classe ?

C'est ensuite à propos du rôle des élus locaux que la démarche apparaît parfois oublieuse des apports de la sociologie politique, qui montrent que les rapports à l'espace résidentiel et aux institutions politiques locales restent socialement déterminés et différenciés, en fonction des trajectoires et positions sociales, des dispositions et des ressources nécessaires à l'engagement sur la scène locale. Quels sont les profils sociaux des maires périurbains ? Comment s'effectue concrètement la médiation, effectuée par ces derniers, entre les attentes des différents groupes de périurbains, les politiques de gestion des communes et l'insertion institutionnelle au sein de structures supracommunales ? On sait justement qu'au-delà des discours sur « l'apolitisme » des

élus ruraux (Briquet 1997), les enjeux politiques locaux sont d'autant plus prégnants dans les communes périurbaines et rurales qu'ils sont inscrits dans les rapports noués entre divers groupes d'habitants dans l'espace local. On peut là encore souligner que la démarche de l'auteur, parce qu'elle repose sur une définition théorique de ce qui constituerait un rapport proprement politique à l'espace résidentiel, risque de généraliser de façon abusive un constat sans doute beaucoup plus nuancé.

Au final, l'approche défendue dans cet ouvrage s'attache à rendre compte, à partir du concept de clubbisation, d'une dynamique globale à l'œuvre au sein des communes résidentielles du périurbain et d'en questionner les enjeux en matière de solidarité territoriale. En proposant une grille de lecture unifiée des transformations périurbaines, cette approche a pour effet d'homogénéiser la catégorie « du » périurbain, regroupant des territoires qui connaissent des dynamiques sociales pourtant fortement diversifiées et différenciées. On peut dès lors souhaiter la poursuite de recherches empiriques qui permettent d'éclairer de façon plus circonscrite mais plus fine les trajectoires et les positionnements des ménages et des élus des espaces périurbains, recherches telles que celles récemment effectuées sur la ségrégation socio-spatiale en Île-de-France (Préteceille 2006), sur les stratégies et les trajectoires résidentielles de périurbains des classes moyennes (Debroux 2011) ou sur le rapport au politique et au vote dans les communes périurbaines (Rivière 2008).

Bibliographie

- Briquet, Jean-Louis. 1997. *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris : Belin.
- Debroux, Josette. 2011. « Stratégies résidentielles et position sociale : l'exemple des localisations périurbaines », *Espaces et sociétés*, vol. 1, n° 144-145, p. 121-139.
- Préteceille, Edmond. 2006. « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés Contemporaines*, n°62, p. 69-93.
- Rivière, Jean. 2008. « Le vote pavillonnaire existe-t-il ? Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, vol. 21, n° 83, p. 23-48.

Violaine Girard est maîtresse de conférences en sociologie à l'Université de Rouen, membre du Groupe de Recherche Innovations et Sociétés et rattachée à l'équipe « Enquêtes, Terrains, Théories » du Centre Maurice Halbwachs. Elle est l'auteure d'une thèse de sociologie consacrée aux trajectoires résidentielles de pavillonnaires des classes populaires, à partir d'une enquête menée au sein d'un territoire périurbain et industriel.

Pour citer cet article :

Violaine Girard, « Où va le périurbain : clubbisation ou dynamiques sociales différenciées ? », *Métropolitiques*, 18 juillet 2011. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Ou-va-le-periurbain-clubbisation.html>